REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE L'AUBE

2ème CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1993

GENERAL Etienne COPEL

La volonté bien ancrée de se battre pour les Aubois



Suppléant :
Alain DEROIN - THEVENIN
Vice-Président du Conseil Général de l'Aube

Mesdames, Messieurs,
Chers Aubois de la 2e circonscription,

J'aimerais pouvoir vous dire: "*ne vous inquiétez pas, dans quelques mois tout va s'arranger*". Malgré mon optimisme naturel, je ne le ferai pas.

La France va mal et notre département souffre particulièrement.

Notre pays est écrasé par une dette publique énorme, une fiscalité destructrice, des taux d'intérêt aberrants et des gaspillages considérables.

Notre département est celui qui perd le plus d'emplois de la Région Champagne-Ardenne.Et, après l'Auvergne, notre Région est, elle-même, celle qui voit disparaître le plus de salaires de toutes les Régions françaises.

Nous sommes donc les derniers de l'avant dernière Région. Dans ces conditions, comment s'étonner que **l'angoisse monte sans cesse**, que les jeunes s'en aillent, que les campagnes se vident ? Comment ne pas craindre qu'après l'angoisse survienne bientôt la révolte ?

J'aimerais pouvoir vous dire: "*élisez mon équipe et tout va s'arranger*". **Mais des promesses, je n'en ferai pas**. Je m'engage seulement à dire ce que je crois et à profiter de ma **disponibilité** pour travailler.

Aujourd'hui, il faut dire ce qui est et il faut se battre.

Se battre contre les pratiques désastreuses qui déshonorent trop souvent la classe politique et affaiblissent notre démocratie.

Se battre contre la démagogie, la facilité et les gaspillages.

Se battre pour l'agriculture et l'industrie, donc pour le commerce.

Se battre pour la rigueur et l'honnêteté.

Se battre pour les familles.

Se battre pour l'Aube et pour la France.

Vu, le Candidat



Questions à Etienne COPEL

Pourquoi avez-vous démissionné de l'Armée de l'air bien avant l'âge de la retraite ?

Pour défendre mes idées.

Comment ?

Par mes livres, mes conférences, mes articles, mon journal...

Y êtes-vous arrivé ?

J'ai réussi à faire changer d'avis le Président Mitterrand sur un point important et à éviter ainsi un gaspillage de plusieurs dizaines de milliards, soit plusieurs dizaines d'années de budget du département de l'Aube. Mais je n'ai pas réussi partout, en particulier en matière de service militaire, et je veux lutter encore.

Est-ce pour cela que vous faites de la politique ?

Oui. Pour convaincre les responsables de l'intérieur.

Pourquoi être venu dans l'Aube ?

Parce que c'est la terre où ont vécu mes ancêtres. En particulier dans cette circonscription.

Maintenant que vous êtes Conseiller Général de l'Aube, comment voyez-vous la situation de notre département ?

Franchement angoissante.

Comment faire repartir l'emploi ?

D'abord en agissant au niveau national. L'Aube ne sera pas sauvée si la France ne se relève pas.

Est-ce possible ?

Oui, bien sûr. En 1986, l'arrivée de l'équipe Chirac - Balladur a permis très vite de faire repartir l'emploi en France.

Aujourd'hui, quelle est la priorité ?

Faire baisser franchement les taux d'intérêt, car actuellement plus personne ne veut investir dans la production. Tous ceux qui ont de l'argent préfèrent le placer en banque.

Et pour l'Aube, quelle est la priorité ?

Pour attirer des entreprises, il faut se faire mieux connaître et améliorer la coopération entre les différentes collectivités du département - les conflits entre chefs ont fait énormément de mal.

Quel secteur faut-il relancer en premier ?

A mon avis, c'est le bâtiment terriblement sinistré et gros employeur de main-d'oeuvre. En outre, la demande dans le secteur locatif est très importante sur l'agglomération troyenne comme en milieu rural. Et il n'y a rien à proposer aux jeunes qui, dans les circonstances actuelles, ne peuvent évidemment pas acheter leur logement.

La bonneterie est-elle morte ?

Non, pas du tout. Il y avait des restructurations à effectuer: elles sont en cours. Il reste à protéger beaucoup mieux l'industrie textile européenne contre l'invasion des produits issus de pays où il n'y a pour ainsi dire pas de charges sociales. C'est possible. C'est une question de volonté politique.

Que pensez-vous de la nouvelle Politique Agricole Commune (P.A.C.) ?

Le plus grand mal. On n'a pas cherché de débouchés nouveaux et l'on s'est contenté de vouloir limiter la production. En plus, on l'a fait très mal avec des jachères stupides.

Pourquoi stupides ?

Essentiellement parce que ces jachères vont pousser les agriculteurs à produire encore plus sur les terres autorisées. Des quotas, comme pour la betterave, auraient été moins mauvais en incitant à produire au moindre coût.

Que voyez-vous pour augmenter les débouchés ?

Les plastiques biodégradables d'origine végétale et les biocarburants.

Y croyez-vous vraiment ?

Oui, bien sûr. Il n'ya plus d'études à faire. Il suffit encore une fois d'une volonté politique forte pour imposer, comme aux Etats-Unis, un pourcentage croissant de biocarburants dans les produits pétroliers.

Quels reproches essentiels faites-vous aux socialistes ?

D'avoir augmenté terriblement la fiscalité et les charges sociales. C'est ce qui fait "couler" tant d'entreprises, de commerces, d'artisans...

Les partis dont vous vous réclamez ont investi un autre candidat. Pourquoi vous présentez-vous quand même ?

On peut critiquer mes idées mais pas la légitimité de ma candidature.

En effet, le système électoral voulu par le Général de Gaulle est un système à deux tours. Au premier tour, on choisit le candidat que l'on préfère. Au deuxième tour, on se **rassemble**, dans la même mouvance, autour du candidat arrivé en tête. Cette loi électorale permet de lutter un peu contre le **régime des partis** et contre l'investiture donnée systématiquement au candidat sortant.